



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 21 mars 2019

BERGHEZAN Georges. *Kosovo : Triste bilan vingt ans après les frappes de l'OTAN*, Note d'Analyse du GRIP, 21 mars 2019, Bruxelles.

<https://www.grip.org/fr/node/2749>



NOTE D'ANALYSE

Kosovo : Triste bilan vingt ans après les frappes de l'OTAN

par **Georges Berghezan**

21 mars 2019

Résumé

Le 24 mars 2019 marquera le vingtième anniversaire du début des frappes aériennes de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie. L'intervention, selon le discours officiel, était censée « prévenir une catastrophe humanitaire » ou d'« arrêter un génocide » contre la population albanaise du Kosovo. Pourtant, la situation a empiré pendant les semaines de bombardements, qui auraient plutôt déclenché que prévenu la « catastrophe humanitaire » annoncée.

Vingt ans plus tard, comment se dessine la situation dans la région ? Quel est le statut actuel du Kosovo et sa place dans les relations régionales et internationales, alors que les relations avec Belgrade, qui ne reconnaît pas l'indépendance de sa province méridionale, semblent au plus bas ? Comment se caractérise la situation aux plans économique, politique et social ? Enfin, quelles sont ses perspectives d'avenir, à l'heure où l'UE perd de sa force d'attraction et d'influence dans les Balkans ?

Abstract

Kosovo: A gloomy picture 20 years after NATO's strikes

24 March 2019 will mark the twentieth anniversary of the beginning of NATO's air strikes against the Federal Republic of Yugoslavia. The intervention, according to the official speech, was supposed to "prevent a humanitarian disaster" or "stop genocide" against the Albanian population in Kosovo. However, the situation worsened during the weeks of bombardments, which seems to have triggered rather than prevented the announced "humanitarian disaster".

Twenty years later, how is the situation in the region shaping up? What is Kosovo's current status and place in regional and international relations, while relations with Belgrade, who does not recognize the independence of its southern province, seem to be at its lowest? What is the economic, political and social situation like? Finally, what are its prospects for the future, at a time when the EU is losing its attraction and influence in the Balkans?

Introduction

Le 24 mars 1999, l'OTAN¹ entamait onze semaines de frappes aériennes contre la République fédérale de Yougoslavie, alors composée de la Serbie et du Monténégro. Il s'agissait, selon les dirigeants des pays membres de l'Alliance, de « prévenir une catastrophe humanitaire »² dans la province serbe du Kosovo, puis d'« arrêter un génocide » en cours contre la population albanaise³. Pour mobiliser l'opinion publique et ainsi justifier une violation flagrante du droit international, l'OTAN a eu recours à une intense propagande. Des *fake news* parfois invraisemblables ont en effet été relayées sans précaution par la plupart des grands médias : mise au point par Belgrade d'un plan « fer à cheval » organisant un nettoyage ethnique, fantasme en réalité concocté par les services secrets bulgares et allemands⁴, multiplication exponentielle du nombre de morts (jusqu'à 100 000⁵) et disparus (jusqu'à 500 000⁶) imputables les forces serbes et yougoslaves, chimère de « fours inspirés d'Auschwitz » dans la mine de Trepça où des « milliers » d'Albanais auraient été exécutés et incinérés⁷, etc.

Tout ceci s'est révélé, soit fortement exagéré, soit totalement inventé, des arrangements avec la réalité justifiés par l'argument d'un général du commandement de l'OTAN selon lequel « l'opinion, ça se travaille »⁸. Certes, l'armée yougoslave et la police serbe ont bien commis de nombreux crimes de guerre au Kosovo, notamment des exécutions de civils albanais et l'expulsion de centaines de milliers d'entre eux pendant les bombardements. Cependant, l'ampleur de ces crimes s'est révélée être bien en deçà de ce qui était annoncé à l'époque puisque, selon les estimations les plus crédibles, dont une liste commune d'ONG de Serbie et du Kosovo⁹, environ 13 500 personnes identifiées ont été tuées ou ont disparu entre 1998 et 2000 au Kosovo. Cette liste comprend des civils et des combattants, et une majorité d'Albanais (77 %). Elle comprend aussi environ 2 000 tués avant le début de l'intervention de l'OTAN lors de combats entre les

1. Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

2. Frank Csongos, « [NATO: Clinton Outlines Kosovo Objectives](#) », RFE/RL, 25 mars 1999 & [Kosovo Air Campaign](#), NATO-OTAN, 7 avril 2016.

3. « [U.S. says 'Genocide is unfolding in Kosovo'](#) », CNN, 29 mars 1999.

4. Christopher Layne et Benjamin Schwarz, « [Dubious Anniversary - Kosovo One Year Later](#) », CATO Institute, juin 2000.

5. *Op. cit.*

6. John Pilger, « [US and British officials told us that at least 100,000 were murdered in Kosovo. A year later, fewer than 3,000 bodies have been found](#) », *New Statesman*, Londres, 4 septembre 2000.

7. Michael Ignatieff, « [Counting Bodies In Kosovo](#) », *The New York Times*, 21 novembre 1999.

8. Dominique Vidal et Serge Halimi, *L'opinion, ça se travaille (Les médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo)*, Éditions Agone, collection Contre-feux, Paris, 2000.

9. Milka Domanovic, « [List of Kosovo War Victims Published](#) », Balkan Transitional Justice, 10 décembre 2014.

forces de sécurité et la guérilla de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK)¹⁰, ainsi que plusieurs centaines de civils albanais, serbes et roms exécutés par l'UÇK après l'arrivée des troupes de l'OTAN¹¹.

L'OTAN déclenche la catastrophe qu'elle prétendait prévenir

La majorité des exactions a donc eu lieu pendant les frappes de l'OTAN, qui ont plutôt déclenché que prévenu la « catastrophe humanitaire » annoncée. En outre, la liste précitée ne comprend pas les victimes des bombes de l'OTAN en dehors du Kosovo, qui seraient au moins 2 500 selon les autorités serbes¹², sans compter les morts indirectes causées par les bombardements d'installations pétrochimiques et l'utilisation indiscriminée de missiles et munitions à uranium appauvri¹³. Par ailleurs, les médias occidentaux, après avoir offert leur « une » pendant près de trois mois aux opérations de l'OTAN et aux exactions serbes réelles et supposées, se sont montrés fort discrets sur les crimes de l'UÇK, y compris sur les allégations de trafic d'organes de prisonniers qu'elle aurait organisés après la guerre, en totale impunité jusqu'à présent¹⁴.

L'intervention de l'OTAN, qui n'était pas autorisée par le Conseil de sécurité de des Nations unies, a pourtant donné lieu, en guise de « stratégie de sortie », à une résolution qui prévoyait le retrait des forces armées serbes et yougoslaves du Kosovo et leur remplacement par une force de l'OTAN. La résolution prévoyait aussi que la province soit mise sous protectorat de l'ONU. En contrepartie, la résolution garantissait que le Kosovo resterait une partie intégrante de la Serbie¹⁵.

Cet engagement a été violé quelques années quand, violation encouragée par les mêmes puissances de l'OTAN¹⁶, le Kosovo a unilatéralement proclamé son indépendance en février 2008. À ce jour, cette indépendance a été reconnue par une centaine de pays, 114 selon Priština¹⁷, un peu moins de 100 selon Belgrade, qui affirme qu'une bonne douzaine de pays ont retiré leur reconnaissance

10. Valérie Peclow, Georges Berghezan, Bernard Adam, « [Bilan de la guerre du Kosovo](#) », Rapport du GRIP n° 2000/3, 1^{er} mars 2000.

11. Peter Beaumont, « [Killings blamed on KLA](#) », *The Guardian*, 25 juillet 1999.

12. Marija Ristic, « [Death Toll From NATO Yugoslavia Bombing Still Unknown](#) », *Balkan Transitional Justice*, 25 mars 2013.

13. Lida Filippakis, « [Serbs fighting cancer to sue NATO this fall over use of depleted uranium during the 1999 bombings](#) », *Independent Balkan News Agency*, 19 juin 2018.

14. Georges Berghezan, « [Trafics d'organes : Vers la fin de l'impunité au Kosovo ?](#) », Note d'analyse, GRIP, 14 janvier 2011.

15. [Résolution 1244 \(S/RES/1244\)](#), Conseil de sécurité, Nations unies, 10 juin 1999.

16. « [Indépendance du Kosovo: échec à l'ONU](#) », *LaLibre.be*, 20 juillet 2007.

17. [International recognitions of the Republic of Kosovo](#), Ministry of Foreign Affairs, Republic of Kosovo, non daté.

depuis 2017¹⁸. En tout cas, de grands pays comme l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, l'Afrique du Sud, et, surtout, la Russie et la Chine, continuent de ne pas reconnaître cette sécession, ce qui bloque l'admission du Kosovo à l'ONU. De même, cinq membres de l'Union européenne (UE), dont l'Espagne et la Roumanie, considèrent toujours le Kosovo comme une province serbe et empêchent son adhésion à l'UE et à l'OTAN.

Quelques accords, mal mis en œuvre

Pour les dirigeants du Kosovo, la priorité diplomatique n° 1 est donc d'obtenir une reconnaissance internationale de leur État, en particulier par l'ONU, ce qui passe par un compromis avec Belgrade qui, sur ce plan, bénéficie du soutien de la Russie et de la Chine, détentrices du droit de veto au Conseil de sécurité. Aussi, sous la médiation de l'UE, des pourparlers ont débuté en 2012 et ont connu un premier aboutissement avec la conclusion de l'Accord de Bruxelles en avril 2013¹⁹.

Cet accord, et d'autres accords subsidiaires, ont permis de quelque peu stabiliser les relations entre Belgrade et Priština et d'intégrer le nord du Kosovo, demeuré majoritairement serbe, dans le système légal du Kosovo. Ainsi, la police kosovare a été déployée dans le Nord, les postes-frontières de cette région sont entrés dans le giron de Priština et des juges et procureurs serbes ont prêté serment auprès de Hashim Thaçi²⁰, leader historique de l'UÇK devenu président du Kosovo en 2016. En outre, Belgrade a autorisé sa province à se doter d'un préfixe téléphonique international (+383) et a reconnu les documents d'identité kosovars, permettant à leurs détenteurs de circuler librement en Serbie. Cependant, si la partie serbe a mis en œuvre la plupart de ses engagements, ce n'est pas le cas de Priština, dont la principale obligation découlant de l'Accord de Bruxelles, la création d'une *Association des municipalités serbes* au Kosovo, dotée de compétences en matière d'éducation, de santé et de planification, n'a connu aucun début d'application au prétexte qu'elle ne serait pas conforme à la Constitution du Kosovo²¹.

Ceci a eu des incidences sur le « dialogue » serbo-kosovar à Bruxelles, gelé depuis 2017, malgré quelques contacts récents entre Thaçi et le président de Serbie, Aleksandar Vučić. De nombreux incidents émaillent en outre les relations mutuelles. Ainsi, Priština a plusieurs fois interdit l'accès au Kosovo de responsables serbes²², allant jusqu'à en arrêter brutalement certains²³, et entraînant des

18. [Burundi will not change its stance on Kosovo](#), *B92* (Belgrade), 21 février 2019.

19. Le texte de l'Accord (en anglais) est disponible sur [Wikipedia](#).

20. Die Morina, « [MPs Ask to See Serb Judges' Oaths to Kosovo](#) », *BalkanInsight*, 27 octobre 2017.

21. « [Association of Serb Municipalities based on Kosovo's Constitution, says PM Haradinaj](#) », *GazetaExpress* (Priština), 11 avril 2018.

22. « [Serbian Defense Minister was not allowed to enter Kosovo for Vidovdan celebrations](#) », *Lajme* (Priština), 28 juin 2018 et « [Pristina denies entry to missing persons commission chief](#) », *B92*, 15 février 2019.

23. Die Morina, « [Kosovo Deports Serbian Official for Illegal Entry](#) », *BalkanInsight*, 26 mars 2018.

mesures de rétorsion de Belgrade²⁴. Le vote du parlement kosovar transformant en décembre 2018 une « force de sécurité » légèrement armée en force militaire bien plus conséquente²⁵ n'a rien fait pour rassurer la minorité serbe, et semble violer la constitution, qui n'évoque pas l'existence d'une armée²⁶. De plus, cet acte pourrait contrevenir à la résolution 1244, qui prévoit que seule la « présence internationale de sécurité », soit la force de l'OTAN comptant actuellement quelque 3 500 hommes²⁷, sera en charge de la sécurité du Kosovo. Logiquement, le secrétaire général de l'OTAN a condamné le vote et prévenu que des « conséquences sérieuses » s'en suivraient, à l'opposé des États-Unis qui l'ont qualifié de « naturel »²⁸.

Produits serbes et bosniens taxés à 100 %

Le feu avait déjà été mis aux poudres en novembre 2018, quand Priština a imposé des droits de douane de 10, puis de 100 % aux produits importés de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, en représailles à un nouveau rejet de sa demande d'adhésion à Interpol. Cette imposition représente une violation flagrante de l'*Accord de libre-échange centre-européen* (CEFTA), une organisation régionale à laquelle participe le Kosovo, avec le consentement de Belgrade, et qui prévoit l'absence de taxes douanières entre plusieurs pays candidats à l'UE. Alors que le prix de certaines denrées importées au Kosovo a brusquement doublé, la mesure a provoqué la colère de Belgrade qui a fait de son annulation un préalable à la reprise du dialogue, une position partagée par l'UE²⁹, et même par les États-Unis³⁰.

Cette affaire de taxes a aussi révélé de profondes fractures au sein de leadership kosovar, en particulier entre le président Thaçi et son Premier ministre, Ramush Haradinaj, issus de deux clans différents de l'UÇK. Si le premier s'est dit en faveur de la révocation de la mesure pour « maintenir et renforcer la coopération stratégique avec les États-Unis »³¹, le second, qui ne semble plus bénéficier que

24. « [Mayor of Prizren denied entry into Serbia](#) », Prishtina Insight, 29 juin 2018.

25. Barbara Surk, [Kosovo Parliament Votes to Create an Army, Defying Serbia and NATO](#), 14 décembre 2018.

26. [Kosovo's Constitution of 2008 with Amendments through 2016](#) », *constituteproject.org*, 17 décembre 2018.

27. [Kosovo Force \(KFOR\), Key Facts and Figures](#), février 2019.

28. Barbara Surk, *op. cit.*

29. « [Statement by Federica Mogherini on the Kosovo Government decision on taxing goods from Serbia and Bosnia and Herzegovina](#) », *European External Action Service*, 21 novembre 2018.

30. Die Morina, « [Kosovo PM Ignores US Calls to Scrap Tariffs](#) », *BalkanInsight*, 28 février 2019.

31. [President Thaçi: We will preserve the relations with the USA by all means](#), Office of the President of Kosovo, 27 février 2019.

du soutien du Royaume-Uni³², déclare qu'elle ne sera levée que quand Belgrade aura reconnu l'indépendance du Kosovo³³.

Ces divisions s'inscrivent dans un contexte dans lequel la direction kosovare craint que l'impunité pour ses crimes de guerre n'arrive à son terme. En effet, après le rapport du sénateur suisse Dick Marty au Conseil de l'Europe suspectant les principaux cadres de l'UÇK d'avoir dirigé une organisation criminelle active notamment dans le vol d'organes de prisonniers serbes³⁴, un tribunal spécial, basé à La Haye, s'est lentement mis en place³⁵ et a commencé à interroger de premiers « témoins-suspects » au début de 2019³⁶. Outre Haradinaj qui ne semble pas impliqué dans ces trafics, mais bien dans de multiples autres crimes qui lui ont valu de comparaitre devant l'ex-Tribunal pénal sur l'ex-Yougoslavie et d'être acquitté dans des conditions particulièrement troubles³⁷, les principaux suspects pointés par le rapport Marty, notamment les actuels président Thaçi, président et vice-président du parlement, Kadri Veseli et Xhavit Haliti, et vice-premier ministre, Fatmir Limaj, seraient extrêmement inquiets³⁸, ce qui expliquerait leurs réactions divergentes face à cette menace : de la réitération de sa soumission aux États-Unis dans le cas de Thaçi ou la fuite en avant nationaliste dans celui de Haradinaj. Cependant, l'extrême lenteur du travail de la Cour spéciale révèle des hésitations dans le chef des grands acteurs internationaux, qui craignent que des inculpations contribuent à plonger le Kosovo dans un chaos encore plus profond³⁹.

Pauvreté, chômage et exode

Malgré une assistance massive de l'UE et d'autres puissances occidentales, dont une partie a été détournée dans les circuits mafieux⁴⁰, le Kosovo demeure, après l'Ukraine et la Moldova, le pays le plus pauvre d'Europe, avec un PIB/habitant de

32. « [Umpteenth time: London again acts against Belgrade](#) », *B92*, 20 février 2019, & [US supports Thaci, UK has Haradinaj's back – report](#), *B92*, 7 mars 2019.

33. Ibid et Blerta Begisholli, « [Tariff Threatens Kosovo's Most Important Alliance](#) », *BalkanInsight*, 15 février 2019.

34. [Inhuman treatment of people and illicit trafficking in human organs in Kosovo](#), Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 7 janvier 2011.

35. Fatos Bytyci, « [Kosovo war crimes court ready for first indictments: chief judge](#) », *Reuters*, 24 novembre 2017.

36. Die Morina, « [Hague Prosecution Grills Ex-KLA Commander as 'Suspect Witness'](#) », *Balkan Transitional Justice*, 16 janvier 2019.

37. Matthew Brunwasser, « Death of War Crimes Witness Casts Cloud on Kosovo », *The New York Times*, 6 octobre 2011.

38. Valerie Hopkins, « [Kosovo politicians in 'panic attack' over war crimes court](#) », *Politico*, 5 janvier 2018.

39. Dean B. Pineles, « [War Crimes Indictments Could Wreck Kosovo-Serbia Talks](#) », *Balkan Transitional Justice*, 9 août 2018.

40. « [Bosnia and Kosovo: Europe's Forgotten Protectorate](#) », *European Western Balkans*, 24 février 2017.

moins de 4 000 USD en 2017⁴¹. Le taux de chômage, de plus de 30 % en 2018, serait le second plus élevé du continent, surpassé uniquement par celui de Bosnie-Herzégovine⁴². Le crime organisé et la corruption y fleurissent⁴³, impliquant souvent les responsables occidentaux qui y sont déployés⁴⁴. Après l'intensif nettoyage ethnique des minorités entre 1999 et 2004, il n'est donc pas étonnant qu'un exode massif affecte maintenant la population albanaise : entre août 2014 et février 2015 uniquement, environ 150 000 personnes, soit près de 10 % de la population, ont fui pour chercher une meilleure vie en Europe occidentale⁴⁵. Mais il est loin le temps où ces réfugiés bénéficiaient des faveurs de la presse et étaient accueillis à bras ouverts dans les pays riches de l'UE. Aujourd'hui, à moins de plonger dans la clandestinité, c'est bien souvent l'expulsion qui les guette⁴⁶.

Malgré ce sombre tableau, une solution à long terme pourrait s'esquisser dans les coulisses diplomatiques. À l'occasion de rencontres discrètes, les présidents Taçi et Vučić ont évoqué ces derniers mois une reconnaissance mutuelle, couplée à une « délimitation » ou un échange de territoires⁴⁷ : le nord du Kosovo, majoritairement serbe, rejoindrait la Serbie, et une région du sud-est de la Serbie, peuplée surtout d'albanophones, serait intégrée au Kosovo. Mais cette solution est virulemment contestée par les milieux nationalistes des deux bords, dont l'Église orthodoxe de Serbie, pour laquelle le Kosovo — son berceau — est indivisible de la Serbie, et le Premier ministre Haradinaj et ses partisans jusqu'aboutistes. L'UE semble divisée, la Commission y étant plutôt favorable, mais Berlin et Londres plutôt opposés, car ils craindraient qu'une telle « correction de frontières » constitue un précédent que brandirait, par exemple, la Republika Srpska pour se détacher de la Bosnie-Herzégovine et se fondre à la Serbie. Par contre, l'administration étatsunienne ne semble pas en exclure l'éventualité, de même que Moscou qui pourrait, en cas d'accord entre Belgrade et Priština, lever son veto à l'admission du Kosovo à l'ONU.

Reste à voir comment évoluera la crise entre les deux hommes forts de Priština et le problème des taxes douanières qui bloque la reprise des négociations avec Belgrade. Mais surtout si Bruxelles parviendra à garder la main dans ces négociations. En effet, avec la suspension du processus d'adhésion clairement

41. [GDP per capita \(current US\\$\)](#), The World Bank.

42. « [Kosovo Unemployment Rate](#) », *Trading Economics*, mars 2019.

43. M.Pajaziti, « [Kosovo drops in the global corruption barometer](#) », *Independent Balkan News Agency*, 29 janvier 2019.

44. « [US ambassador to Kosovo hired by construction firm he lobbied for](#) », *The Guardian*, 14 avril 2014 et Jean-Baptiste Chastand et Hugo Lemonier, « [Eulex, une mission qui enchaîne les scandales](#) », *Le Monde*, 20 novembre 2017.

45. Ari Rusila, « [The Mass Exodus of Kosovo Albanians](#) », *BlogActiv*, 16 février 2015.

46. Katie Engelhart, « [While Welcoming Some Refugees, Germany Is Also Expelling Migrants Back to the Balkans](#) », *Vice News*, 15 septembre 2015.

47. « [Vucic: My policy is delimitation with Albanians](#) », *B92*, 9 août 2019 et Hashim Taçi, « [For a peaceful border correction between Kosovo and Serbia](#) », *Euractiv*, 17 septembre 2018.

signifiée par les autorités françaises, l'UE perd de sa force d'attraction et donc d'influence dans les Balkans. Et alors qu'un nouveau parlement et une nouvelle commission devraient être constitués dans les prochains mois, ses divisions internes pourraient mener à une paralysie de sa politique extérieure, laissant davantage de marge au jeu des acteurs locaux, mais aussi de Moscou et de Washington. Vingt ans après les frappes de l'OTAN, on ne peut donc exclure que le Kosovo quitte prochainement la liste des conflits gelés et se joigne au « concert des nations ». Néanmoins, les obstacles à franchir restent si nombreux qu'il faut se garder de tout excès d'optimisme.

Auteur

Georges Berghezan, chercheur au GRIP dans l'axe « Conflit, sécurité et gouvernance en Afrique », a également effectué de nombreux séjours dans les Balkans, et particulièrement pendant les guerres d'ex-Yougoslavie, qu'il a couvertes comme reporter-photographe.